

Energies renouvelables

Rabbah fait appel à l'expertise chinoise

• 1^{re} réunion du comité de pilotage dans les hydrocarbures et l'énergie

• Y ont pris part 39 représentants chinois dont 29 opérateurs

• Le ministre les a invités à investir davantage dans les hydrocarbures

LA première réunion du comité de pilotage de l'accord de coopération dans les domaines des hydrocarbures et de l'énergie, entre la Chine et le Maroc, qui s'est tenue le 5 juin à Rabat, a été prometteuse. D'une part, les Chinois étaient venus en force, dans le cadre d'une délégation conduite par Nuer Baikeli, ministre

Des réformes pour l'investissement privé

CES projets d'énergies renouvelables sont rendus possibles grâce à la mise en œuvre d'un cadre législatif, réglementaire et institutionnel attractif. Ceci a permis l'ouverture du réseau très haute tension (THT) et haute tension (HT) au secteur privé, et l'accès aux réseaux électriques de moyenne tension (MT) et bientôt, à la basse tension (BT). Par ailleurs, la mise en place effective d'une Autorité de régulation du secteur de l'électricité indépendante est en cours. Ses missions seront élargies pour couvrir la régulation des activités liées au gaz naturel et des produits pétroliers, avance Rabbah. «Autre chantier de réforme stratégique entamé, celui de reconfigurer le paysage institutionnel énergétique pour accompagner la nouvelle ambition du Royaume en matière d'énergies renouvelables», précise le ministre. □



(Ph. L'Economiste)

en charge de l'Administration nationale de l'Energie de la République populaire. De grosses pointures ont fait le déplacement pour s'enquérir des opportunités

d'affaires tels The Export-Import Bank of China, Power China Group, China Gezhouba Group, Huawei, Shanghai Electric Group, State Grid Corporation of China, China New Energy, etc. Au total, 29 représentants d'entreprises en plus de 10 personnes mandatées par les autorités chinoises ont manifesté leur intérêt pour des investissements, au Maroc, dans les domaines du photovoltaïque, des hydrocarbures, du solaire, de l'éolien, du nucléaire, de l'électricité...

«Nous devons synchroniser nos efforts pour créer une stratégie énergétique commune et la concrétiser à travers la mise en place de projets choisis, d'une manière minutieuse, afin d'attaquer les marchés marocain et africain», souligne Nuer Baikeli.

Environnement favorable

Du côté marocain, les attentes des responsables étaient claires: faire profiter le Royaume de l'expertise chinoise en matière d'énergie et d'efficacité énergétique et assurer un transfert technologique. Aziz Rabbah, ministre de l'Energie et des Mines, a souligné, à cette occasion, que «la mise en œuvre du partenariat énergétique stratégique avec la Chine constitue une priorité pour les cinq années à venir». Il a exhorté les Chinois à créer une nouvelle ville dédiée aux énergies renouvelables, à l'instar de la «Cité Mohammed VI Tanger-Tech». Cette ville verte pourra comprendre une zone franche logistique comportant plusieurs projets pour fabriquer les composants et les équipements et sera ouverte sur l'Asie, l'Europe et l'Afrique, a-t-il tenu à préciser.

Le ministre a, également, appelé les entreprises chinoises à investir davantage dans les hydrocarbures en soumissionnant aux appels d'offres lancés. Il a été rejoint

par Amina Benkhadra, DG de l'Onhym: «Le Maroc dispose d'une géologie favorable et des gisements non encore exploités ainsi que d'un cadre d'investissement incitatif». «Le Maroc construit le grand port Nador West Med qui comprend une importante composante énergétique dont des centrales de stockage, à proximité de marchés porteurs comme l'Afrique et l'Europe», a fait valoir Benkhadra.

Les deux parties, qui devront se réunir en 2018 à Pékin, sont tenues de traduire, d'ici là, ces nouveaux engagements en accords concrets entre les opérateurs publics et privés, d'une part, et en feuille de route pour renforcer davantage ces partenariats entre les institutions des deux pays, d'autre part.

Cette coopération bilatérale ne date pas d'aujourd'hui. De nombreux accords portant sur des projets et des actions concrètes ont eu lieu notamment dans les domaines de l'énergie et des mines. De même, des opérateurs chinois gèrent, déjà, des projets au Maroc, dont Sepco III, qui a mis en place la nouvelle centrale thermique de Jerada ayant bénéficié d'un financement de la Banque chinoise Exim Bank. Le géant chinois de l'énergie, Power China Group, n'est pas en reste. Il prend en charge la mise en place des phases II et III du projet Noor et compte les terminer en 2018.

Le Maroc a mis en place un modèle énergétique basé essentiellement sur le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Cette transition énergétique a été traduite en programmes d'investissements pour les entreprises privées nationales et internationales, évalués à l'horizon 2030 à plus de 40 milliards de dollars pour le secteur de l'énergie, dont les trois quarts pour les énergies renouvelables qui verront leur part dans la puissance installée portée à 52% à l'horizon 2030. Le potentiel est énorme. «Cet objectif sera largement atteint au vu du potentiel considérable en énergie éolienne dont dispose le Maroc, estimé à 25.000 MW en on-shore et 250.000 MW en off-shore, et d'un potentiel solaire estimé à 20.000 MW, avec une irradiation moyenne de près de 6,5 kWh/m²/jour», estime Rabbah. A l'horizon 2030, les programmes porteront sur une capacité supplémentaire de production d'électricité de sources renouvelables d'environ 10.100 MW dont 4.560 MW de source solaire, 4.200 MW de source éolienne, et 1.330 MW de source hydrique. «Ce qui permettra de réduire notre dépendance énergétique, à moins de 82% en 2030», escompte le ministre. □

Nadia DREF